

L'intervention militaire française au Rwanda

L'armée fait état de « tensions » dans les zones où elle patrouille

Le Monde, 28 juin 1994, page 7

Bien qu'aucun incident notable n'ait été signalé depuis le début de l'opération « Turquoise », les militaires français, qui se sont rendus le long de la frontière dans cinq camps de réfugiés hutus et tutsis (à Gishoma, Nyarushishi, Kirambo, Nyamymba et Kanama), ont fait état, dimanche 26 juin, de « tensions » avec les miliciens hutus qui redoutent toujours une offensive du Front patriotique rwandais (FPR).

« *Des tensions existent notamment autour de Kibuyé, sur le lac Kivu* », a précisé à Paris le général Raymond Germanos, chef-adjoint de l'état-major des armées françaises. « *Nous avons des indications selon lesquelles certaines factions n'apprécient pas notre action* », a ajouté l'amiral Jacques Lanxade, chef d'état-major des armées, à propos des miliciens (hutus) « *porteurs d'armes*

blanches et parfois d'armes à feu », qui dressent des barrages sur les routes. « *Une peur extrême subsiste dans les communautés où certaines personnes sont l'objet de menaces, téléphoniques ou autres, quand nous ne sommes pas là* », a-t-il déclaré, en s'interrogeant sur « *la permanence de la sécurité que nous leur accordons* ».

Les soldats français multiplient les patrouilles depuis jeudi soir à l'extrême sud-ouest du pays, sous contrôle des forces gouvernementales. Sur la route qui mène à Gitarama, qui comptait autrefois 50 000 habitants, les barrages des miliciens hutus sont omniprésents. La moitié des Tutsis de la ville ont été massacrés, estiment les religieux, les autres auraient fui vers le Zaïre voisin. « *Les Français sont les bienvenus, mais s'ils nous demandent de lever les barrages de la défense civile, je ne serai pas d'accord* », a aver-

ti le bourgmestre adjoint de la ville.

Une mission italienne

A Kigali, 35 blessés de l'hôpital surpeuplé du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), qui devaient être transportés vers la zone sous contrôle du FPR, ont été pris dimanche sous un déluge de feu. Ils ont passé la journée dans le camion bâché qui devait les emporter. La Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR) a vainement tenté d'obtenir du FPR un arrêt des tirs, mais le commandement rebelle, selon l'ONU, s'est dit incapable « *de prendre contact avec ses combattants qui bombardent le centre-ville* ».

Le chef d'état-major des Forces armées rwandaises (FAR), le général Augustin Bizimungu, a annoncé dimanche à la MINUAR qu'il allait « *passer à l'offensive contre le FPR* ». Un calme relatif est cependant revenu lundi à Kigali. Dans la capitale, l'hostilité à la France semble désormais plus forte parmi les miliciens hutus que dans les rangs du FPR. La rébellion s'est apparemment alignée sur les positions de son commissaire politique, Frank Mugambage, qui a annoncé vendredi que la France serait jugée « *sur pièces* » et que le FPR ne s'opposerait pas à une « *mission qui demeurerait strictement humanitaire* ».

Le volet humanitaire de l'opération « Turquoise » devrait commencer mardi avec l'arrivée à Goma, au Zaïre, des premiers membres de l'état-major de la cellule « *humanitaire* » du gouvernement français. Les responsables de la cellule devront organiser les relations avec les différentes organisations non gouvernementales (ONG).

Dans une déclaration adoptée à l'issue du sommet européen de Corfou, les Douze ont demandé samedi que les responsables du « *génocide* » perpétré au Rwanda soient « *traduits en justice* ». Ils ont d'autre part apporté un soutien politique à l'intervention française, en se félicitant du fait que l'ONU ait autorisé « *la mise en place, en attendant le renforcement du contingent de la MINUAR, d'une opération temporaire destinée à protéger les personnes déplacées, les réfugiés et les civils en danger au Rwanda* ».

L'Italie doit envoyer une mission au Rwanda, en début de semaine, pour « *vérifier les conditions d'un concours des forces armées* » aux initiatives humanitaires déjà prises par le gouvernement italien, a annoncé samedi le ministère des affaires étrangères. Cette mission doit commencer sa tâche à la frontière entre le Rwanda et l'Ouganda. Le gouvernement mauritanien a envoyé samedi une équipe médicale au Rwanda, en soutien à l'intervention française. Le président

nigérien, Mahamane Ousmane, a indiqué dimanche que le Niger est prêt, si la France le lui demande, à envoyer des troupes pour participer à l'opération « Turquoise ». Enfin, une source congolaise autorisée a affirmé que le gouvernement congolais est prêt à envoyer des soldats au Rwanda aux côtés des troupes françaises, mais souhaite une décision dans ce sens des chefs d'Etat de l'Union douanière et économique d'Afrique centrale (UDEAC) réunis lundi à Libreville. (AFP, Reuter.)